

Le Socialiste

43e année - Rs 5.00 - No 108360 - JEUDI 25 SEPTEMBRE 2025 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

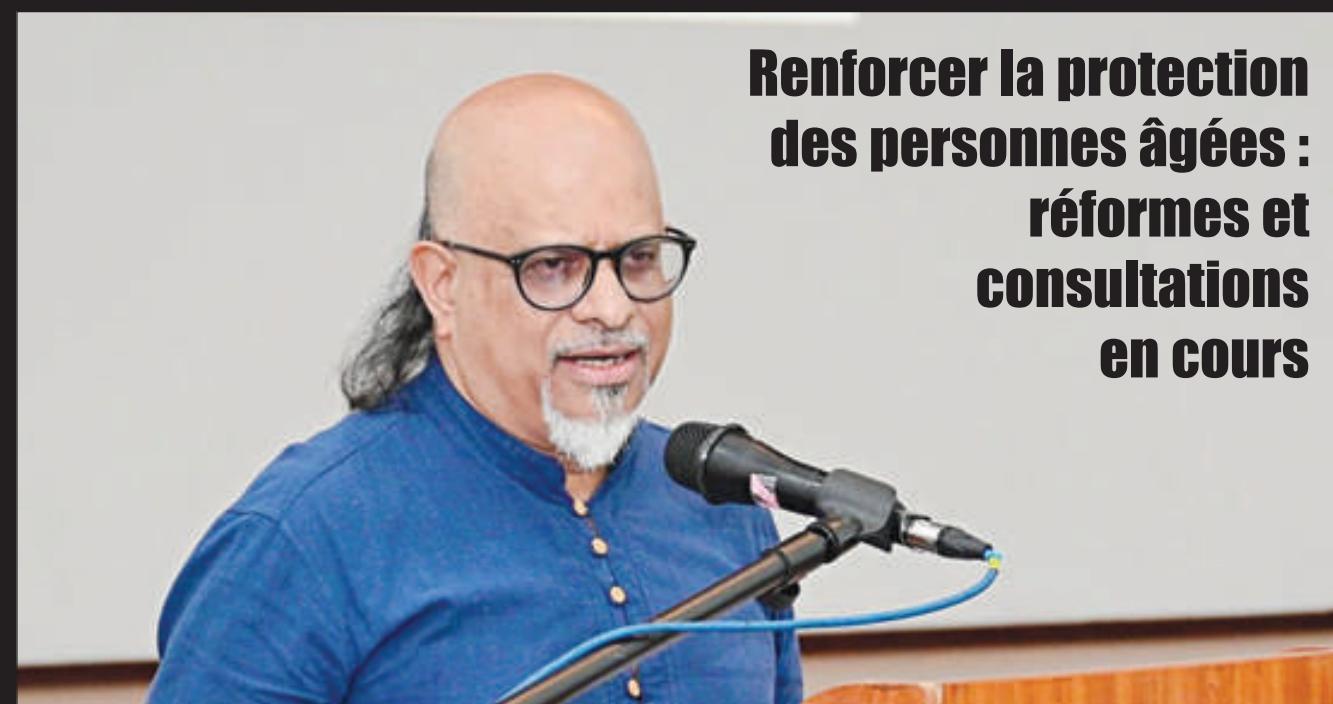
Un Quotidien d'information, libre et indépendant



Modernisation du parc de bien-être de Sodnac : des ministres effectuent une visite de chantier avec les parties prenantes

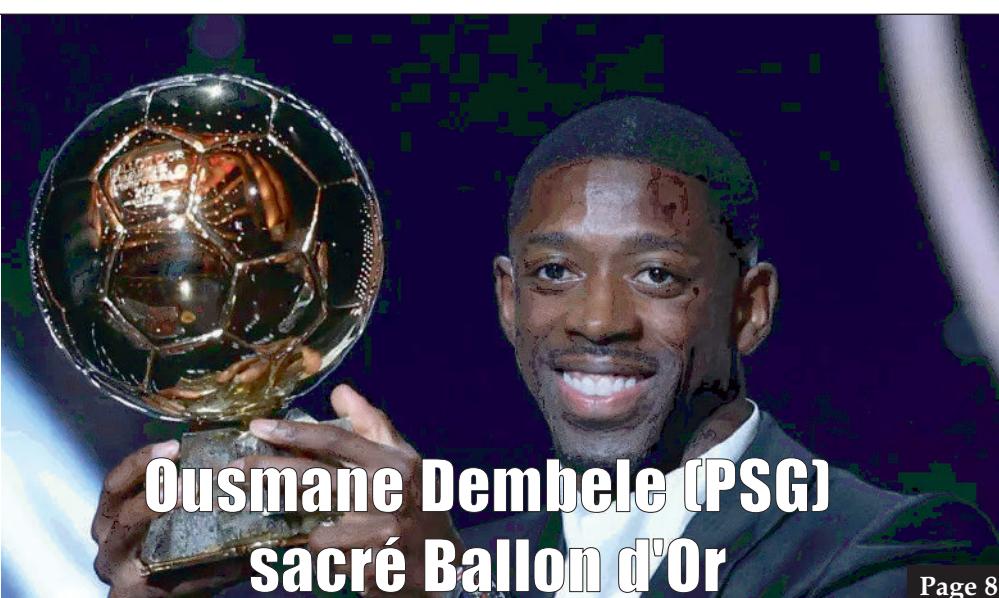
Page 3

Renforcer la protection des personnes âgées : réformes et consultations en cours



Page 3

FOOTBALL



Ousmane Dembele (PSG) sacré Ballon d'Or

Page 8



Le vice-Premier ministre Bérenger relance le Conseil de coopération et d'intégration régionales

Page 3



Des drones survolent l'aéroport de Copenhague, le Danemark dénonce une «grave attaque»

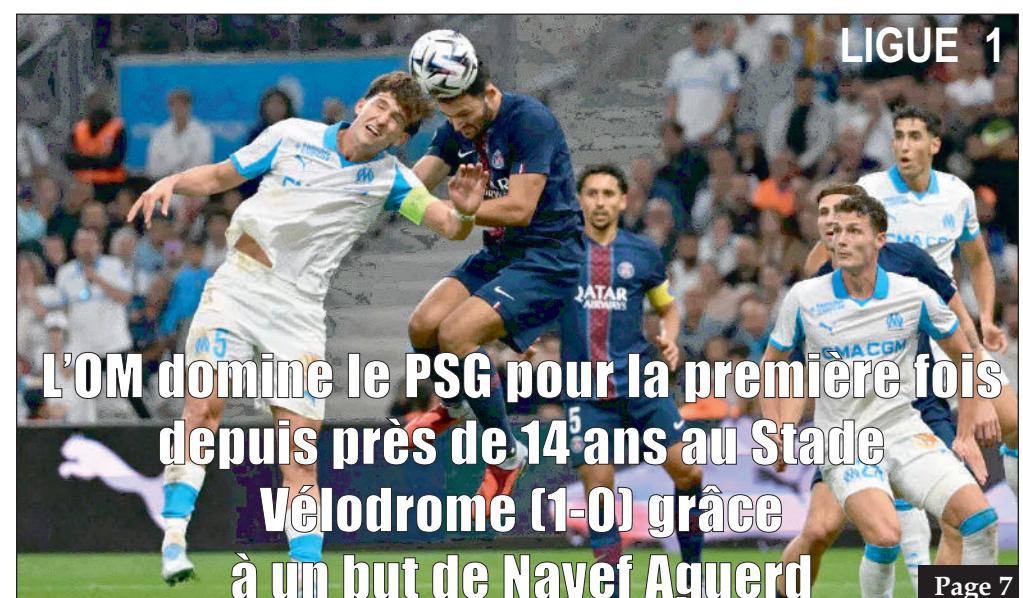
Page 4



CRASH ÉVITÉ À NICE

« L'émotion reprend le dessus »... Comment les pilotes d'avion gèrent-ils la peur ?

Page 4



L'OM domine le PSG pour la première fois depuis près de 14 ans au Stade Vélodrome (1-0) grâce à un but de Nayef Aguerd

Page 7

La Cour des comptes alerte sur une situation financière "critique" à France Télévisions

"France Télévisions présente une situation financière critique", a constaté, mardi, la Cour des comptes dans un rapport. De son côté, le groupe audiovisuel public alerte sur les risques qui menacent son fonctionnement, après des années de plans d'économies.

Cible des médias Bolloré et du RN, France Télévisions fait face à un nouveau front : mardi 23 septembre, la Cour des comptes a jugé le groupe public "dos au mur", en raison d'une "situation financière critique" imposant "sans délai des réformes structurelles".

France Télé "se trouve dans une situation à nos yeux qui n'est plus soutenable", "qu'une entreprise normale ne pourrait tolérer", a averti en conférence de presse le président de la Cour, Pierre Moscovici.

Si rien n'est fait, il existe un risque hypothétique de "dissolution" du groupe public présidé par Delphine Ernotte Cunci.

Pour la première fois, elle a fait adopter un budget en déficit pour 2025, de 40 millions d'euros.

Les "charges de personnel et de fonctionnement" ainsi que les "investissements nécessaires notamment dans le numérique" rendent "inévitables" des changements, presse la Cour dans un rapport, dix ans après un précédent contrôle.

Alors que les contenus télévisés se consomment de plus en plus en ligne et en différé, un investissement supplémentaire de 95 millions d'euros dans le numérique est demandé, face à la concurrence des plateformes de type Netflix et YouTube.

"Nous nous tournons clairement vers la tutelle", c'est-à-dire l'État, a lancé Pierre Moscovici.

"Nous voulons une entreprise publique



plus forte" et "non pas affaiblie", a-t-il aussi plaidé, considérant France Télévisions "indispensable au débat démocratique", menacé par les "fake news" et les réseaux sociaux.

La Cour demande que l'État fixe à l'entreprise "une trajectoire financière réaliste", après des "orientations contradictoires" en 2023 et 2024.

L'institution préconise également une renégociation "dans les meilleurs délais" de l'accord social s'appliquant à l'entreprise, pour davantage de polyvalence - ce qui est prévu.

France Télévisions comprend les chaînes France 2, France 3 et ses 24 antennes régionales, France 4, France 5, franceinfo et le réseau Outre-mer La Première. La Cour des comptes se félicite de la "place de premier plan" de France Télé dans les audiences, y compris en streaming.

Elle suggère d'accroître les synergies

entre France 3 et le réseau Ici des ex-radios France Bleu, sans attendre que se concrétise le projet de rapprochement des entreprises de l'audiovisuel public sous une holding commune, porté par la ministre de la Culture sortante Rachida Dati.

"Situation critique après 10 années d'efforts"

Dans un courrier à la Cour, Delphine Ernotte Cunci indique en retour que "France Télévisions souscrit à l'ensemble des recommandations formulées" et "travaille déjà à leur mise en œuvre".

Le constat d'une "situation financière critique", "après 10 années d'efforts", "rejoint les alertes formulées à de multiples reprises" à l'adresse de l'État, abonde le groupe dans un communiqué.

La dotation publique annuelle qu'il reçoit s'élève à 2,5 milliards d'euros. France Télé compte quelque 9 000 salariés (équivalent temps plein), après des réductions d'effectifs.

La Cour des comptes retient quelques points de vigilance, comme "des frais de mission élevés" et "certains niveaux de salaires" pour des personnes cumulant avec d'autres emplois.

Plus globalement, France Télé se trouve dans une "impasse", malgré des réformes depuis une décennie ayant "permis de dégager des marges de manœuvre significatives", insistent les Sages de la rue Cambon.

Le contexte est très tendu pour France Télévisions et plus largement l'audiovisuel public, que le Rassemblement national veut privatiser.

"Alors que nos finances publiques connaissent une grave crise, il y a plus que jamais urgence", a réagi sur le réseau social X la cheffe des députés RN, Marine Le Pen. Elle retient du rapport une "gestion catastrophique" de France Télé et le "train de vie dispendieux" d'une entreprise "d'un autre temps".

La dirigeante RN avait réclamé samedi le départ de Delphine Ernotte Cunci, "une militante très marquée à gauche" selon elle.

La patronne de France Télé, en fonction depuis 2015 et renouvelée en mai pour un troisième mandat, avait qualifié, la semaine dernière, CNews de "chaîne d'extrême droite".

Les critiques du RN ont redoublé dans le sillage de l'affaire Legrand-Cohen, deux journalistes du service public accusés de connivence avec le Parti socialiste.

Les médias dans le giron du milliardaire conservateur Vincent Bolloré, dont CNews, accusent ceux de Radio France et France Télévisions de partialité en faveur de la gauche. Ceux-ci répliquent en faisant appel à l'Arcom et aux pouvoirs publics.

ÉTATS-UNIS

"Jimmy Kimmel Live" de retour à la télévision américaine dès mardi

L'émission de Jimmy Kimmel, suspendue la semaine dernière après des menaces du régulateur américain de l'audiovisuel, sera de retour à la télévision mardi, a annoncé Disney.

"Jimmy Kimmel Live" sera de nouveau à l'antenne. Disney a annoncé, lundi 22 septembre, le retour dès mardi de l'animateur suspendu la semaine dernière après l'assassinat du militant pro-Trump Charlie Kirk.

"Nous avons passé les derniers jours à avoir des conversations réfléchies avec Jimmy, et après ces discussions, nous avons pris la décision de reprendre l'émission mardi", a expliqué le groupe, propriétaire de la chaîne ABC, dans un communiqué.

ABC avait annoncé mercredi priver l'animateur d'antenne, critique inlassable de Donald Trump, "pour une durée indéterminée".

Quelques heures plus tôt, Brendan Carr, le patron du gendarme des télécoms et de l'audiovisuel américains (FCC) avait dénoncé son "comportement scandaleux", en

référence à ses propos accusant la droite américaine d'exploiter politiquement l'assassinat de l'influenceur pro-Trump Charlie Kirk.

Proche allié de Donald Trump, Brendan Carr avait également menacé de retirer leur licence aux chaînes qui le diffusent.

Jimmy Kimmel avait indigné la droite en évoquant le profil de Tyler Robinson, l'assassin présumé de Charlie Kirk, un jeune homme élevé par des parents républicains et qui a motivé son geste par la "haine" véhiculée selon lui par le suspect.

"Nous avons atteint de nouveaux sommets (...), avec la clique MAGA", les partisans de Trump, "qui s'efforce désespérément de présenter ce jeune qui a assassiné Charlie Kirk comme quelqu'un d'autre qu'un des leurs, et qui fait tout son possible pour en tirer un avantage politique", avait estimé l'animateur lors de son émission du 15 septembre.

Dans son communiqué diffusé lundi, Disney explique que la décision de suspendre temporairement son émission avait été prise "afin d'éviter d'aggraver une situation tendue à un moment émotionnel pour notre pays". Le groupe ne précise pas si Jimmy Kimmel formulera des excuses lors de son retour à l'antenne.

Inquiétudes d'une attaque généralisée contre la presse

Sa suspension a provoqué un tollé aux États-Unis, où beaucoup y ont vu un prétexte pour se débarrasser d'un des visages les plus célèbres du petit écran, qui irritait Donald Trump de façon notoire.

Le président américain avait immédiatement salué "une grande nouvelle pour l'Amérique" et appelé à priver d'antenne d'autres figures du secteur de l'infotainment, comme Jimmy Fallon et Seth Meyers.

Jeudi, le milliardaire républicain avait également sug-

gé que la FCC envisage de retirer leurs licences aux chaînes d'information qui le critiquent.

"Elles ne me fournissent que de la mauvaise publicité", avait-il déclaré devant la presse. "Et je veux dire, ils obtiennent une licence, je pense peut-être que leur licence devrait être retirée. Ce sera à Brendan Carr de décider."

L'épisode a renforcé les craintes d'une attaque généralisée envers la presse. Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump restreint les accès à la Maison Blanche ou intente des procédures en réclamant des sommes astronomiques.

Sa plainte en diffamation la plus récente, réclamant 15 milliards de dollars au New York Times, a été jugée "irrecevable" vendredi par un juge, qui a accordé quatre semaines au camp présidentiel pour la reformuler.

Avant l'annonce du retour à l'antenne de Jimmy Kimmel, plus de 400 stars d'Hollywood ont protesté contre la sanction, la qualifiant de "moment sombre pour la liberté d'expression dans notre nation" et dénonçant une décision "inconstitutionnelle et antiaméricaine". "Le gouvernement menace des entreprises privées et des individus avec lesquels le président est en désaccord. Nous ne pouvons pas laisser cette menace à notre liberté d'expression sans réponse", estimaient dans un courrier les célébrités, dont Pedro Pascal, Tom Hanks, Jennifer Aniston, Meryl Streep et Robert De Niro.

La suspension de Jimmy Kimmel avait également provoqué des remous au sein de la droite américaine, qui fait traditionnellement de la liberté d'expression une de ses valeurs cardinales, dans un pays où même les discours haineux sont considérés comme protégés par la Constitution. Des figures républicaines comme le sénateur Ted Cruz ou le présentateur Tucker Carlson avaient émis des réserves la semaine dernière.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Modernisation du parc de bien-être de Sodnac : des ministres effectuent une visite de chantier avec les parties prenantes

Le ministre de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique, M. Rajesh Anand Bhagwan, et le ministre de l'Agro-industrie, de la Sécurité alimentaire, de l'Économie bleue et de la Pêche, le Dr Arvin Boolell, ont effectué hier une visite de chantier à Sodnac concernant la modernisation et la rénovation du Parc de bien-être de Sodnac. La whip en chef du gouvernement, Mme Marie Geneviève Stéphanie Anquetil ; le député Vedasingam Vasudevachariar Baloomoody ; le maire du conseil municipal de Quatre Bornes, M. Bryan Rudy Kennoo ; ainsi que des représentants du Fonds de protection des employés (EWF), de la SMF et de la Société mauricienne pour le bien-être animal (MSAW) étaient également présents.

L'objectif de la visite était de répondre aux préoccupations exprimées par les habitants de la localité et d'informer les parties prenantes de leurs responsabilités pour garantir une exécution rapide et de qualité des travaux de modernisation.

Le parc de bien-être de Sodnac, situé au stand de tir de Cados Hill, a été créé en 2009 par l'EWF et la SMF. Le parc s'étend sur une superficie totale de 29 acres et 63 perches et relève de la compétence de la

SMF.

Dans une déclaration, le ministre Bhagwan a souligné que cette visite témoigne de la détermination du gouvernement à promouvoir un développement urbain durable et à renforcer les infrastructures de bien-être public afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Il a souligné que de nombreux résidents et usagers du parc ont exprimé leurs inquiétudes quant à la détérioration des infrastructures, au manque d'entretien et à la nécessité d'un espace public plus moderne et respectueux de l'environnement.

Il a encouragé les résidents à partager activement leurs propositions avec les autorités afin de soutenir le processus de modernisation. Les travaux comprendront l'entretien de la salle de sport extérieure, l'entretien général du parc, la modernisation des infrastructures, la mise en place d'un service de sécurité 24h/24, d'éclairage et de nettoyage du quartier. Les travaux de modernisation seront achevés d'ici décembre prochain, a assuré le ministre Bhagwan.

De son côté, le ministre Boolell a assuré le soutien de son ministère à l'embellissement du paysage du parc et à son attrait environnemental. Il a indiqué que le MSAW, déjà engagé dans le programme de cap-



ture, stérilisation et remise en liberté, s'attaquera au problème des chiens errants. Il a également exhorté les habitants à adopter une attitude responsable envers leurs animaux afin de garantir le bon fonctionnement du parc.

Mme Anquetil a souligné la nécessité de retirer les pots de fleurs placés le long de l'avenue Hillcrest, soulignant qu'ils représentent un danger pour la sécurité des

usagers de la route.

M. Baloomoody, quant à lui, a réaffirmé la volonté du gouvernement de restaurer la beauté naturelle du parc tout en répondant aux attentes de la communauté locale.

D'autres projets sont en cours de réalisation, notamment la construction d'un abri pour les employés de l'EWF travaillant dans le parc, d'un local de stockage et d'une piste de jogging.

Renforcer la protection des personnes âgées : réformes et consultations en cours

Un atelier consultatif d'une demi-journée a eu lieu hier matin au Centre de loisirs James Burty David de Pointe aux Sables afin de discuter des réformes proposées et du cadre juridique applicable aux personnes âgées. Organisé par le Conseil des aînés (CAI) dans le cadre des activités marquant la Journée internationale des personnes âgées 2025, cet événement était axé sur les mesures législatives et les améliorations politiques visant à promouvoir les droits et le bien-être des personnes âgées.

Le ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, M. Ashok Kumar Subron, le président du CAI, M. Naraidoo Gava Naraidoo, et d'autres personnalités étaient présents à cette occasion.

Dans son allocution, le ministre a exprimé sa gratitude aux aînés pour leur précieuse contribution au développement national. Il a observé que l'allongement de l'espérance de vie au fil des décennies reflétait d'importants progrès sociaux, tout en avertissant que cette avancée s'accompagnait également de nouveaux défis.

Les tendances démographiques, a-t-il déclaré, pointent désormais vers une diminution de la population, une baisse des



taux de fécondité, une réduction des familles et une augmentation constante de la proportion de personnes âgées. À cet égard, il a souligné que ces évolutions appellent une réflexion urgente sur la meilleure façon de garantir la dignité, les soins et la protection des personnes âgées.

M. Subron a souligné l'engagement du gouvernement à améliorer la protection et le bien-être des personnes âgées grâce à une législation plus stricte et à de nouvelles institutions. À cet égard, il a annoncé des mesures à venir, notamment la modification de la loi de 2005 sur la protection des per-

sonnes âgées ; la modernisation des lois régissant les maisons de retraite ; et la création d'un médiateur pour les personnes âgées.

Le ministre a affirmé que ces initiatives combleront les lacunes existantes et garantiront la pleine protection des droits et de la dignité des personnes âgées. Il a souligné que les réformes seront élaborées grâce à une contribution collective, conformément au principe « Rien sur nous, sans nous », et a invité les personnes âgées à participer activement au processus de consultation.

Le ministre Subron a également

souligné que la Journée internationale des personnes âgées, célébrée le 1er octobre, devait être plus qu'une simple célébration, mais plutôt une occasion de réflexion et d'action pour favoriser une société plus juste et plus bienveillante pour les générations actuelles et futures.

Pour sa part, M. Naraidoo a appelé à une évolution de la manière dont la société soutient les personnes âgées, soulignant que davantage de personnes vivent désormais seules et l'importance d'une société inclusive et solidaire. Il a également exhorté les parties prenantes et les associations à dialoguer, à partager leurs idées et à contribuer au renforcement des politiques et des initiatives en faveur des personnes âgées.

Le président a annoncé que le Conseil lançait un processus participatif afin de recueillir les contributions du public et les idées innovantes, qui éclaireront les futures réformes et programmes visant à améliorer la qualité de vie des personnes âgées. Il a réaffirmé l'engagement du Conseil en faveur d'une approche inclusive et collaborative qui permette de maintenir des discussions actives et constructives sur les questions relatives aux personnes âgées.

Le vice-Premier ministre Bérenger relance le Conseil de coopération et d'intégration régionales

Le Vice-Premier ministre (VPM), M. Paul Raymond Bérenger, a officiellement relancé le Conseil de Coopération et d'Intégration Régionale (CIRC) lors d'une cérémonie qui s'est tenue mardi à la salle à manger de l'Assemblée nationale à Port-Louis.

Plusieurs ministres et ministres délégués, de hauts fonctionnaires, ainsi que des représentants de l'Economic Development Board, de Business Mauritius, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice, de la Chambre d'Agriculture de Maurice, de la Mauritius Export Association, de l'Association des Hôteliers et Restaurateurs de l'Île Maurice et de l'Association des Fabricants Mauriciens étaient présents.

Dans une déclaration, le VPM Bérenger a indiqué qu'il coprésiderait le Conseil aux côtés du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, M. Dhananjay Ramful. Il a précisé que l'objectif principal du Conseil était de promouvoir les projets de coopération régionale et de faciliter les échanges entre les pays partenaires et le secteur privé.

Le vice-Premier ministre a rappelé que, jusqu'à récemment, la coopération régionale, notamment la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), désormais en vigueur, n'avait pas reçu suffisamment de priorité. Il a appelé les représentants du gouvernement et du secteur privé à collaborer étroitement afin de proposer de nouveaux projets à développer aux niveaux régional et continental.

Comme le souligne le programme gouvernemental 2025-2029, il est important pour Maurice de renforcer la dynamique régionale et de renforcer l'intégration économique, notamment avec les États côtiers de l'océan Indien, tout en soutenant les efforts de nos partenaires sur le continent pour atteindre les objectifs fixés par la ZLECA.

Alors que les incertitudes géopolitiques et économiques mondiales imposent à Maurice de se lancer dans une diplomatie de développement plus innovante et stratégique, d'autant plus que la région et le continent en général sont considérés comme une puissance économique émergente, une politique cohérente et plus engageante permettra au pays d'assurer sa prospérité économique grâce à l'intégration

régionale.

Les membres du Conseil comprennent : le vice-Premier ministre M. Paul Raymond Bérenger ; le ministre M. Rajesh Bhagwan ; le ministre Dr Arvin Boolell ; le ministre M. Richard Duval ; le ministre Dr Jyoti Jeetun ; le ministre M. Dhananjay Ramful ; le ministre M. Michaël Sik Yuen ; le ministre M. Aadil Ameer Meea ; les ministres juniors Mme Joanna Bérenger ; M. Fabrice David ; et M. Hambyrajen Narsinghen ; ainsi que des représentants de l'Economic Development Board, de Business Mauritius, de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice, de la Chambre d'agriculture de Maurice, de la Mauritius Export Association, de l'Association des hôteliers et restaurateurs de l'Île Maurice et de l'Association des fabricants mauriciens.

Des drones survolent l'aéroport de Copenhague, le Danemark dénonce une "grave attaque"

Au lendemain de l'observation de plusieurs drones suspects à l'aéroport de Copenhague, Mette Frederiksen, la Première ministre danoise, a dénoncé mardi "la plus grave attaque contre une infrastructure critique". Après une suspension du trafic, les vols ont pu reprendre dans la nuit.

Les autorités danoises ont dénoncé, mardi 23 septembre, une "grave attaque" contre les infrastructures du pays après le survol de l'aéroport de Copenhague, lundi soir, par des drones d'origine inconnue qui ont bloqué le trafic aérien pendant quatre heures.

Les aéroports de Copenhague et Oslo ont rouvert tôt mardi matin après le passage de drones qui a entraîné l'annulation ou le détournement de dizaines de vols dans les deux pays.

Il s'agit de "l'attaque la plus grave contre une infrastructure critique" au Danemark, a réagi la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, dans un communiqué transmis à l'AFP.

La Russie assure ne pas être impliquée

"Cela s'inscrit dans l'évolution que nous avons pu observer dernièrement avec d'autres attaques de drones, des violations de l'espace aérien et des cyberattaques contre des aéroports européens", a affirmé Mette Frederiksen dans le même communiqué, faisant référence à des incidents similaires en Pologne et en Roumanie et à l'incursion d'avions de chasse russes dans l'espace aérien estonien.

Le week-end dernier, le trafic aérien avait aussi été perturbé dans plusieurs aéroports européens, dont ceux de Londres, Berlin, Bruxelles et Dublin, après une cyberattaque sur un logiciel fourni par une entreprise pour l'enregistrement des

passagers.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a assuré que la Russie n'était pas impliquée dans ce survol de drones, évoquant des "accusations sans fondement".

Un peu plus tôt, la Première ministre danoise avait dit à la chaîne danoise DR "ne pouvoir exclure que ce soit la Russie". Sur X, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a lui dénoncé une violation de l'espace aérien danois par la Russie.

De son côté, le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte a affirmé qu'il est "trop tôt" pour savoir si la Russie était impliquée. "Les Danois sont en train d'évaluer exactement ce qui s'est passé (...) Il est trop tôt pour se prononcer", a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse, précisant qu'il avait échangé avec la Première ministre danoise.

"Un acteur compétent"

La police danoise s'est montrée plus prudente, sans rien exclure. Il s'agit d'un "acteur qui possède les outils pour se faire remarquer", a dit l'un de ses responsables, Jens Jespersen, lors d'une conférence de presse.

Le professionnalisme des auteurs de ces survols a frappé les enquêteurs. "C'est un acteur qui possède des capacités, une volonté et les outils pour se montrer", a déclaré Jens Jespersen. "Le nombre, la taille, les trajectoires de vol, le temps passé au-dessus de l'aéroport. Tout cela ensemble semble (...) indiquer qu'il s'agit d'un acteur compétent. Lequel ? Je ne sais pas", a-t-il ajouté.

Les services de renseignement danois font face à une "menace de sabotage importante", ont souligné de leur côté les services danois de renseignement (PET).

Une forte présence policière a été déployée à l'aéroport pour les besoins de l'enquête, qui a le soutien de l'armée



danoise et des services de renseignement.

Selon la direction de l'aéroport, l'incident a entraîné des perturbations pour quelque 20 000 passagers ; 31 vols ont été détournés et 100 annulés. De très nombreux passagers faisaient la queue au comptoir pour changer leur billet mardi.

"Je n'ai pas peur (...) mais je suis conscient que la guerre hybride menée par la Russie ne cesse de s'étendre", a déclaré à l'AFP un voyageur allemand, Eckart Nikolai Bierduempel.

Des drones venus d'un bateau ?

C'est l'aéroport qui a repéré lundi soir trois ou quatre "grands" drones, dont la police n'a pas encore déterminé le modèle. Elle a choisi de ne pas les abattre. "Il faut réfléchir très soigneusement avant de tenter de neutraliser de si grands drones", a expliqué Jens Jespersen.

S'ils devaient tomber au sol, "il y a des avions avec des gens, du carburant, et également des habitations de plusieurs côtés de l'aéroport", a-t-il souligné. Selon lui, cette démonstration pourrait être un

entraînement pour les opérateurs de drone.

En outre, ces drones provenaient de directions différentes, a ajouté Jens Jespersen, précisant qu'ils pouvaient avoir décollé d'un bateau.

L'aéroport de Copenhague est situé sur la côte du détroit de l'Oresund, entre la Suède et le Danemark. Il a fermé lundi soir à 20 h 30 et rouvert peu après minuit.

Plus tôt, la police de Copenhague avait déclaré collaborer avec celle d'Oslo après que des observations de drones dans la capitale norvégienne ont également entraîné la fermeture de l'aéroport pendant plusieurs heures. Contactée par l'AFP, la police norvégienne n'a pas fait de commentaires à ce stade.

Les services de renseignement norvégiens ont confirmé leur implication dans l'enquête. "PST est, comme c'est l'usage, en contact avec les acteurs concernés, tant au niveau national qu'international", a dit à l'AFP un de leurs responsables, Eirik Veum.

CRASH ÉVITÉ À NICE

« L'émotion reprend le dessus »... Comment les pilotes d'avion gèrent-ils la peur ?



Le pire a été évité de justesse. Dimanche peu après 23h30, un avion de la compagnie Nouvel air en provenance de Tunis se prépare à atterrir sur la piste 04 droite de l'aéroport de Nice. Le pilote n'a semble-t-il pas vu l'Airbus A320 d'Easyjet qui se trouve déjà sur cette piste et s'apprête à décoller en direction de Nantes. Le pilote en approche remet les gaz au maximum, les deux appareils se frôlent. Le commandant de bord de la compagnie anglaise adresse ensuite un message aux passagers. « Il a parlé avec son cœur. Il était en larmes, disant qu'il était choqué et qu'il ne pouvait pas repartir dans ces conditions », a témoigné l'un d'eux auprès de Nice-Matin.

Il y a un traumatisme. C'est normal, ce n'est pas passé loin. On peut comprendre que le pilote déclare qu'il n'est pas en état de reprendre le vol. C'est rare, mais ça arrive, explique à 20 Minutes Gérard Feldzer, président d'Aviation sans frontières. Lui-même a été marqué par un incident survenu il y a plusieurs années lors d'un vol entre Paris et Dakar. « Un passager suicidaire est entré dans le cockpit et a coupé les quatre moteurs. » Après avoir été maîtrisé, l'homme a perdu connaissance avant de mourir. « Ça a été assez violent. On s'est déroutés sur Bordeaux. J'ai réuni l'équipage en leur disant qu'ils étaient libres de continuer ou pas. J'ai estimé, avec mon

copilote, qu'on était en état de poursuivre le vol. L'équipage s'est soutenu mutuellement et on a décollé deux heures après », raconte l'ancien pilote de ligne.

« La situation a très rapidement dégénéré »

Alban*, pilote en activité, a vécu une expérience quasi similaire l'été dernier. « Une passagère, qui était dans un état psychotique délirant, a commencé à attaquer les passagers. Elle a ensuite donné des coups à l'équipage et essayé d'étrangler une chef de cabine », raconte-t-il à 20 Minutes. « La situation a très rapidement dégénéré. La personne était très violente et il a fallu intervenir. Une dizaine de passagers se sont interposés pour la sangler. Elle a été sédatée après un appel au médecin qui était à bord. Avec le copilote, on a pris la décision de faire demi-tour, de ramener l'avion à Paris pour débarquer cette passagère. »

La compagnie aérienne a ensuite laissé le choix à l'équipage de poursuivre le vol. « Huit PNC (personnel navigant commercial) sont descendus et ont été remplacés, quatre sont restés et on est repartis après, ajoute Alban. Dès que quelque chose de sérieux se passe dans un avion, les services de la sécurité des vols de la compagnie sont avisés. En fonction du degré de gravité de l'événement, ils peuvent dire à l'équipage : "Même si vous avez l'impression d'être en forme, on pense que l'impact émotionnel de ce que vous avez vécu peut avoir possiblement des conséquences. On ne va pas prendre de risque, on vous remplace". Ce n'est pas du tout punitif, c'est préventif. »

Cellules de soutien aux pilotes

Un moteur qui tombe en panne, un pneu qui éclate à l'atterrissement, une alarme qui sonne, une zone de fortes turbulences... les pilotes sont entraînés à affronter ce type de

situation. Formés à « apprivoiser » « l'effet de surprise » et à « rester serein » pour prendre les bonnes décisions, assure Alban, membre d'un syndicat de pilotes. Les commandants de bord vont alors suivre étape par étape les procédures mises en place par les constructeurs pour résoudre les pannes. Ils les connaissent par cœur et les appliquent « mécaniquement ». « On n'est pas dans notre environnement naturel en volant. S'il se passe quelque chose dans un avion, c'est susceptible de générer de la peur. Donc la meilleure façon de s'en préparer, c'est de s'entraîner », souligne Alban.

« Mais dans les minutes, les heures, les jours qui suivent, ce n'est plus la procédure mais l'émotionnel qui reprend le dessus. L'impact peut être très fort. On se dit : "tiens, si j'avais fait différemment", "c'était peut-être une prise de risque énorme", "peut-être que ce jour-là, on aurait pu perdre un avion". On ressent cette peur rétrospective », reprend Alban.

Un aspect de la profession pris en compte depuis plusieurs années par les compagnies qui, à l'instar d'Air France ou Transavia, ont mis en place des « Critical Incident Response Program ». Ce sont des cellules de soutien aux pilotes confrontés à un événement difficile. Le but ? Eviter l'apparition d'un « syndrome de stress post-traumatique ». « La compagnie va prendre contact avec vous pour analyser à froid comment vous avez vécu les choses, raconte Alban. Le fait de débriefez l'événement permet de le digérer, de désamorcer la situation ».

"Je suis bloqué à cause de vous" : quand Macron appelle Trump sur son portable dans les rues de New York

Après son discours à l'ONU, Emmanuel Macron s'est retrouvé bloqué dans les rues de New York, lundi soir.

La faute au convoi présidentiel de Donald Trump, qui paralysait totalement la circulation.

Dans une séquence filmée par le média en ligne Brut, il a donc décidé d'appeler son homologue américain au téléphone.

Séquence inattendue ce lundi 22 septembre au soir à New York. À la sortie du siège des Nations-Unies, où il venait de reconnaître officiellement l'État palestinien au nom de la France, Emmanuel Macron s'est retrouvé bloqué à un carrefour... par le convoi officiel de Donald Trump. Des images insolites filmées par le média en ligne Brut (nouvelle fenêtre) qui accompagnait le chef de l'État.

Après un bref échange avec un policier local, visiblement gêné de la situation, le président de la République décide d'appeler son homologue américain sur son téléphone portable. "Comment allez-vous ? Devinez quoi ! Je suis bloqué dans la rue à cause de vous", explique-t-il au locataire de la Maison Blanche.

Puis Emmanuel Macron poursuit la dis-

cussion en marchant dans les rues de la ville. Les deux hommes en ont-ils profité pour aborder les sujets brûlants du moment ? Ce mardi, c'est Donald Trump qui est attendu à la tribune des Nations unies, pour un discours au cours duquel il devrait s'en prendre aux "organisations mondialistes" qui ont "fait péricliter l'ordre mondial", annonce son entourage.

Un armateur condamné pour pollution au Sri Lanka refuse de payer un milliard de dollars

La compagnie maritime singapourienne Express Feeders, à l'origine de la pire pollution qu'a connue le Sri Lanka, a indiqué mardi à l'AFP qu'elle refuse de payer le milliard de dollars de dommages

et intérêts auquel elle a été condamnée dans cette affaire.

Nous ne payons pas parce que toute la base du commerce maritime repose sur la limitation de responsabilité", a déclaré Shmuel Yoskovitz, directeur général

de cet armateur.

La Cour suprême du Sri Lanka lui a ordonné en juillet le paiement d'un milliard de dollars en dommages et intérêts provisoires, pour le naufrage du MV X-Press Pearl qui transportait notamment 25 tonnes

d'acide nitrique et 28 conteneurs de granulés plastique. Le navire avait sombré au large du port de Colombo en juin 2021 après avoir brûlé pendant près de deux semaines. La pêche avait dû être interdite pendant des mois.

L'Union européenne conclut un accord de libre-échange avec l'Indonésie

La Commission a signé un accord politique garantissant l'accès d'un grand nombre de produits européens au marché indonésien. Jakarta bénéficiera également de tarifs préférentiels, notamment sur l'huile de palme, très controversée.

La Commission a annoncé mardi la conclusion d'un accord commercial avec l'Indonésie, qui lève les barrières tarifaires sur 98 % des produits de l'UE exportés vers ce pays.

"Dans un monde marqué par la montée du protectionnisme et la fragilité des chaînes d'approvisionnement, alors que beaucoup se replient sur eux-mêmes, le CEPA [Comprehensive Economic Partnership Agreement] indique clairement que l'UE et l'Indonésie choisissent l'ouverture et le partenariat pour stimuler leur compétitivité, créer des emplois et renforcer leur résilience", a déclaré le commissaire

européen au Commerce, Maroš Šefčovič, lors d'un voyage à Bali avant la conclusion de l'accord, lundi.

L'accord libère l'accès à la grande majorité des produits agricoles de l'UE exportés vers le marché indonésien. L'UE exporte pour environ un milliard d'euros de produits de ce type vers l'Indonésie, dont un tiers de produits laitiers.

La Commission a maintenu les droits de douane pour les produits sensibles tels que le sucre, les œufs et l'éthanol, et imposera des contingents tarifaires pour une série d'autres produits, notamment l'ail, les champignons et les produits à forte teneur en sucre.

Libéralisation de l'huile de palme indonésienne

Environ 90 % des produits indonésiens entrant sur le marché de l'UE seront désormais exemptés de droits de douane, et

l'Indonésie espère stimuler les exportations de produits tels que le café, le textile et l'habillement.

Les importations d'huile de palme indonésienne controversée – dénoncée par les ONG comme un facteur de déforestation – bénéficieront en grande partie de cette nouvelle exonération de taxe. Certaines importations, en directe compétition avec des productions européennes, resteront taxées entre 3,8 et 12,8 %.

Par ailleurs, un dialogue permanent sera mené pour s'assurer que l'Indonésie respecte le règlement de l'UE sur la déforestation, adopté en 2023, qui vise à interdire les importations de produits ayant contribué à la déforestation.

L'accord garantit également la suppression des droits de douane actuels de 50 % sur les véhicules de l'UE au cours des cinq prochaines années. L'Indonésie a égale-

ment accepté de lever les exigences en matière de contenu local dans certains secteurs, tels que les chaînes d'approvisionnement pour les véhicules électriques et les énergies renouvelables.

Cet accord constitue une nouvelle étape dans la stratégie de diversification commerciale de l'UE, après la décision des États-Unis d'imposer des droits de douane de 15 % sur les importations de l'UE.

"Nous nous sommes engagés à mettre l'accent sur la diversification et les partenariats, afin de soutenir davantage l'emploi dans l'UE et de stimuler la croissance", a déclaré la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, dans un communiqué, ajoutant : "Notre accord avec l'Indonésie crée de nouvelles opportunités pour les entreprises et les agriculteurs dans une économie majeure et en pleine croissance".

Hong Kong se prépare à une «menace grave» à l'approche du super typhon «Ragasa»

Les autorités de Hong Kong se préparent dans l'urgence à l'arrivée du super typhon Ragasa mardi et mettent en garde contre une «menace grave» comparable à certaines des tempêtes les plus destructrices de l'histoire récente de la ville.

Selon le service météorologique de Hong Kong, Ragasa générera des vents d'une vitesse maximale soutenue de 230 km/h en son centre alors qu'il traversait la mer de Chine méridionale tôt mardi matin.

Quelques heures plus tôt, le typhon a renversé des arbres et arraché les toits de plusieurs bâtiments en traversant le nord des Philippines, où des milliers de personnes avaient trouvé refuge dans des écoles et des centres d'évacuation. Un homme est mort dans un glissement de terrain.

Hong Kong se prépare à des perturbations et des dégâts importants, tandis que Shenzhen, le pôle technologique chinois voisin, a ordonné l'évacuation de 400 000 personnes.

«Ragasa représentera une menace grave pour Hong Kong, qui pourrait atteindre les niveaux de Hato en 2017 et de Mangkhut en 2018», a prévenu lundi Eric Chan, le numéro deux de Hong Kong, en référence aux deux super typhons qui ont chacun causé des centaines de millions de dollars de dégâts matériels.

L'aéroport de Hong Kong restera ouvert, mais il y aura d'importantes perturbations dans les opérations aériennes à partir de 18 h mardi jusqu'au lendemain, a déclaré l'autorité aéroportuaire.

Plus de 500 vols de la compagnie aérienne hongkongaise Cathay Pacific devraient être annulés.

L'Observatoire météorologique de Hong Kong a déclaré qu'il émettrait son troisième niveau d'alerte au typhon le

plus élevé («T8») mardi à 14 h 20, heure à laquelle les commerces fermeront et la plupart des transports seront interrompus.

De meilleures précautions

Les habitants se sont précipités pour faire des provisions avant l'arrivée de Ragasa, vidant les rayons des supermarchés de leurs produits frais, légumes et pains.

«Il y a forcément de quoi s'inquiéter», souffle Zhu Yifan, un étudiant chinois de 22 ans qui fait ses courses au supermarché.

Zoe Chan, âgée d'une cinquantaine d'années, a empilé des sacs de sable devant sa boutique de vêtements dans le quartier de Wanchai, affirmant qu'elle s'attendait à ce que son commerce soit «ruiné» par les dégâts causés par l'eau.

«Le plus important est de prendre de meilleures précautions, afin que je puisse être plus tranquille», souligne Mme Chan auprès de l'Agence France-Presse (AFP).

Les cours seront suspendus dans les écoles mardi et mercredi.

La bourse de Hong Kong a modifié ses règles cette année afin de maintenir les marchés ouverts pendant les typhons, son opérateur ayant déclaré à Bloomberg News qu'il «surveillait de près» la situation.

Les autorités ont demandé aux habitants des zones basses d'être vigilants face aux inondations, tout en ouvrant 46 refuges temporaires.

Ragasa, qui tire son nom du mot philippin signifiant «mouvement rapide», sera au plus près de Hong Kong et de Macao mercredi matin, selon les services météorologiques chinois.

Rayons vides à Shenzhen

Les rayons de viande fraîche et de légumes étaient

presque vides lundi soir dans un supermarché du district de Bao'an à Shenzhen, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les files d'attente aux caisses étaient longues dans ce magasin très fréquenté, où les gens se dépêchaient de faire leurs courses.

Un employé du supermarché a déclaré à l'AFP que le pain était déjà épuisé à midi, ajoutant : «Ce n'est pas comme ça normalement».

Les autorités ferroviaires de Canton ont annoncé qu'aucun train ne circulera mercredi, a rapporté le South China Morning Post.

Selon les scientifiques, le changement climatique provoque des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses partout dans le monde.

Les Philippines ont évacué plus de 10 000 personnes et fermé les écoles et les bureaux gouvernementaux dans tout le pays en réponse au super typhon.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I FMD SOLAR COLTD will apply to the District COUNCIL OF FLACQ for a Building and Land Use Permit for CONSTRUCTION OF A SOLAR FARM AT AMAURY at BRANCH ROAD, AMAURY, DISTRICT FLACQ.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 22th September 2025

NORVÈGE

Interpellation de deux garçons de 13 ans après des jets de grenades à Oslo

Mardi soir, une explosion avait retenti dans une rue près d'Oslo Met, un établissement d'enseignement supérieur de la capitale norvégienne.

La police norvégienne a annoncé mercredi avoir interpellé trois mineurs, dont deux garçons âgés de 13 ans, après des jets de grenades qui n'ont pas fait de victimes la veille en plein centre d'Oslo. Mardi soir, une explosion avait retenti dans une rue près d'Oslo Met, un établissement d'enseignement supérieur de la capitale norvégienne. Dépêchée sur place, la police

a fait exploser de manière contrôlée un autre engin explosif, une grenade à main.

Selon la piste privilégiée par les enquêteurs, l'incident, qui n'a pas fait de blessés, est vraisemblablement un épisode de «violence à la demande» où les jeunes gens auraient pu agir sur ordre d'acteurs criminels. «La police a interpellé des garçons extrêmement jeunes. Deux d'entre eux n'ont que 13 ans», a déclaré la commissaire Ida Melbo Øystese lors d'une conférence de presse.

«Un contrat commandité par des tiers»

Étant âgés de moins de 15 ans, l'âge de la majorité pénale en Norvège, ils ont été confiés aux services sociaux. «Nous privilégiions actuellement l'hypothèse selon laquelle les suspects auraient agi dans le cadre d'un contrat commandité par des tiers», a ajouté Ida Melbo Øystese.

La Norvège connaît un taux de criminalité peu élevé mais elle a notamment été éclaboussée ces derniers mois par la guerre des gangs qui sévit en Suède voisine. Dans les deux pays, on observe une tendance croissante des milieux criminels à recourir à de jeunes mineurs qui échappent

aux poursuites judiciaires en raison de leur âge.

Selon la chaîne TV2, l'un des suspects de 13 ans aurait reçu 30.000 couronnes (un peu plus de 2500 euros) pour sa participation. «À ce stade de l'enquête, nous pensons que (les jets de grenades) visaient un local situé à proximité des lieux», a précisé l'inspectrice Grete Lien Metlid, cheffe de la section renseignement et enquêtes. Seuls deux des trois suspects sont liés directement à l'explosion, selon elle. La police n'a pas exclu d'autres interpellations.

Eurotunnel et Eurostar «prêts» à lancer les nouveaux contrôles biométriques aux frontières de l'UE

Ce système d'entrée-sortie (baptisé EES), qui commencera à être déployé le 12 octobre, permettra d'enregistrer les coordonnées et les données biométriques des voyageurs concernés, afin de suivre les dépassements de séjour et les refus d'entrée.

L'exploitant du tunnel sous la Manche (Eurotunnel), Getlink, et la compagnie ferroviaire Eurostar se disent «prêts» pour le lancement en octobre du nouveau système automatisé de contrôle aux frontières de l'Union européenne (UE), avec empreintes digitales et photographies du visage, pour les ressortissants de pays tiers.

Ce système d'entrée-sortie (baptisé EES), qui commencera à être déployé le 12 octobre, permettra d'enreg-

istrer les coordonnées et les données biométriques des voyageurs concernés, tout comme leurs dates d'entrée et de sortie, afin de suivre les dépassements de séjour et les refus d'entrée. Les voyageurs pourront pour cela utiliser des bornes installées dans les aéroports, les ports et les gares, en amont du contrôle frontalier. Dans le cas des trains Eurostar ou du tunnel sous la Manche, ce contrôle se fait avant le départ.

«Tout a déjà été testé»

Le Royaume-Uni ne faisant plus partie de l'UE, les Britanniques seront concernés. Eurostar et Getlink (maison mère d' Eurotunnel) ont investi respectivement 11 et 80 millions d'euros pour installer ces nouveaux dispositifs au Royaume-Uni. «Tout est prêt (...) et tout a déjà été testé

er quelques messages, et insistant sur le fait que cette dernière ne l'avait «jamais» aidée dans ses activités professionnelles.

Depuis avril 2024, Begoña Gómez fait aussi l'objet d'une enquête pour corruption et trafic d'influence. Celle qui

avec des centaines de clients», a assuré mardi à l'AFP le directeur général de Getlink, Yann Leriche, à l'entrée du tunnel à Folkestone, dans le sud-est de l'Angleterre.

Selon Leriche, six voitures sur dix empruntent le tunnel pour traverser la Manche, les 40% restants utilisant les ferries. Eurostar, dont les passagers non européens utiliseront les bornes avant le départ des trains à Londres, a également exprimé sa confiance dans la fiabilité des installations.

«Nous ne modifions pas la durée d'enregistrement de nos clients (...) car nous avons vraiment investi massivement pour nous préparer à l'EES», a déclaré à l'AFP Simon Lejeune, directeur de la sécurité et des gares d'Eurostar, lors d'une visite des installations lundi.

dirigeait jusqu'à la rentrée 2024 un master de management est soupçonnée d'avoir utilisé à son profit les fonctions de son mari pour obtenir des financements, notamment auprès de l'homme d'affaires Juan Carlos Barrabés.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 20th day of November, 2025, at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (Courtroom No. 23), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by levy of: "Une portion de terrain de la contenance de DEUX MILLE TROIS CENT SEIZE DECIMAL DOUZE METRES CARRES (2,316.12 M²) située au quartier de Grand Port lieudit Mare D'Albert et bornée d'après un procès-verbal d'arpentage, avec plan figuratif y joint dressé par Monsieur Louis Maurice Dumazel, ancien arpenteur juré, le 26/05/1993, enregistré au Reg :- L. S. 29/1430, comme suit :- (PIN Number :- 1510030029). Du premier côté, par un chemin commun séparant le présent terrain de celui de Deolall Oodit, sur TRENTÉ ET UN METRES CINQUANTE CINQ CENTIMETRES (31.55 M) ; Du second côté, partie par Brislall Deoraz, partie par Madame Veuve Dawooduth Narain Bhageerutty et partie par un chemin privé séparant le présent terrain de celui de Madame Veuve Dawooduth Narain Bhageerutty, sur une longueur totale de SOIXANTE QUATORZE METRES VINGT CENTIMETRES (74.20 M) ; Du troisième côté, par Geeanchand Ramsahye, sur TRENTE METRES (30.00 M) ; Et du quatrième et dernier côté, par Deolall Oodit, sur SOIXANTE SEIZE METRES SOIXANTE CENTIMETRES (76.60 M). Together with all the buildings, constructions and plantations erected and/or to be erected thereon and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever, without any exception or reservation the whole as morefully described in title deed drawn up by Mr. Bertrand Marie Joseph Maigrot, Notary Public, on the 19/09/2016 registered and transcribed on the 19/09/2016 in Vol. TV 201609/001879. The property consists of a vacant plot of land. Land appears to be occupied by adjoining owners. The common road mentioned in the title deed is not open on site. The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr. Chetanand Coomar LUCHMUN and Anor.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 23rd day of September, 2025.

Udhisteer K. Ragobur
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 23rd day of September, 2025

Udhisteer K. Ragobur
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale

ESPAGNE

Un juge demande le renvoi de la femme du premier ministre devant un jury pour détournement de fonds

Le juge espagnol chargé de l'enquête sur un présumé détournement de fonds publics imputé à l'épouse du premier ministre a clos ses investigations et demandé le renvoi devant un jury populaire de Begoña Gómez, selon un document judiciaire consulté mercredi par l'AFP.

Le juge Juan Carlos Peinado considère qu'une assistante employée par les services du premier ministre, Pedro Sánchez, pour aider Mme Gómez dans ce cadre a également travaillé pour elle dans ses activités professionnelles extérieures, quand elle dirigeait un master de l'Université Complutense de Madrid.

Décision non définitive

Cette décision est encore susceptible de recours et n'est donc pas définitive. Le juge estime, selon le document judiciaire, que les fonctions prévues pour le poste d'«assistante» de l'épouse du premier ministre «consistaient en la gestion de l'agenda, du courrier, fournir un soutien sécuritaire et protocolaire lors de tout déplacement, organisation les réunions ou l'intervention de l'épouse du premier ministre».

Mais «des indices suffisants» montrent que Begoña Gómez aurait demandé davantage à son assistante, et notamment concernant des «liens avec les entreprises du Groupe Barrabés», dirigé par un homme d'affaires qui pourrait avoir financé le master qu'elle dirigeait. «Cela constituerait une dérive manifeste de l'accomplissement de sa fonction en tant que personnel temporaire de l'administration», affirme le juge qui requiert aussi un procès pour l'assistante en question, ainsi que pour la personne qui l'a recrutée.

«Détournement des ressources publiques au profit d'intérêts privés»

Il estime également que «l'amitié personnelle préexistante» entre Begoña Gómez et cette assistante, «la raison de sa nomination à un poste de très haute confiance» pourrait constituer un «détournement des ressources publiques au profit d'intérêts privés».

Begoña Gómez a été entendue à plusieurs reprises par ce juge, et avait notamment nié tout détournement lors de sa dernière audition le 10 septembre, assurant n'avoir demandé que «ponctuellement» à son assistante d'envoyer

LIGUE 1

L'OM domine le PSG pour la première fois depuis près de 14 ans au Stade Vélodrome (1-0) grâce à un but de Nayef Aguerd

L'attente des Marseillais a pris fin. L'OM a pris le dessus sur le PSG (1-0) lundi, en match décalé de la 5e journée de Ligue 1, grâce à un but de Nayef Aguerd dès la 5e minute de jeu. Le club phocéen a su maintenir son avantage jusqu'au bout pour signer sa première victoire contre le rival parisien au Vélodrome dans un match de championnat depuis novembre 2011. Paris laisse la tête à Monaco.

L'OM l'a fait. Très entreprenants, les Marseillais ont réussi à faire chuter les Parisiens (1-0) dans un Vélodrome survolté grâce à un but express de Nayef Aguerd dès la cinquième minute de jeu. Mais, à la suite de ce but, l'OM n'a pas reculé et a continué de mettre à mal les Parisiens, en pressant constamment et en restant solide en défense.

Les hommes de Roberto De Zerbi reviennent à la sixième place de Ligue 1, tandis que le PSG lâche la première place du classement à l'AS Monaco.

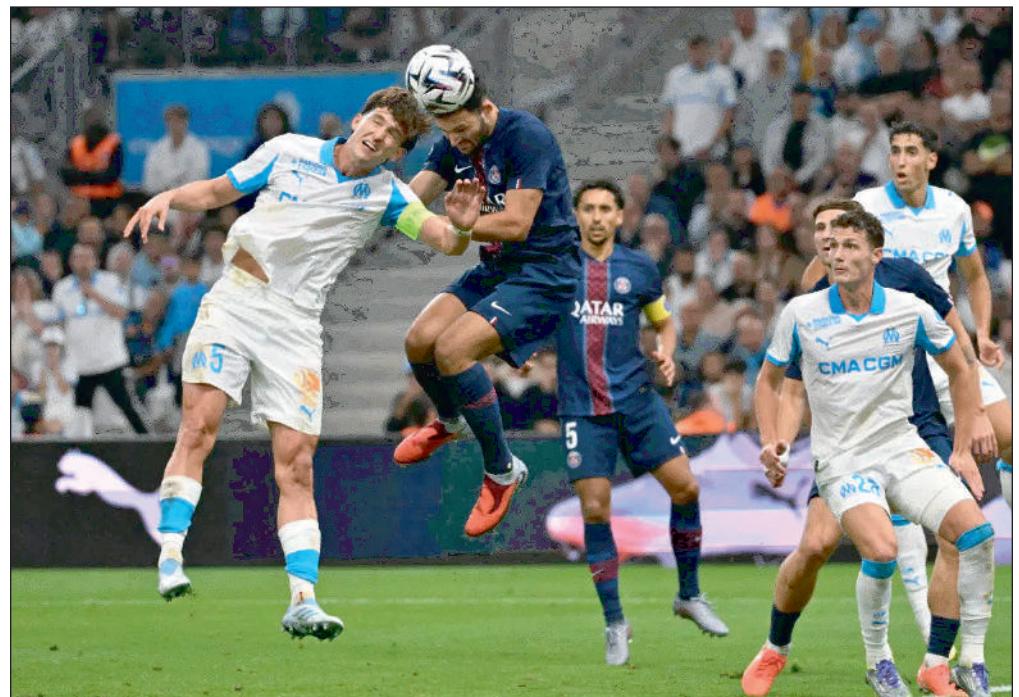
L'OM s'attendait à un vrai combat. Leur bonne performance à Madrid n'avait pas été récompensée, mais Roberto De Zerbi y avait sans doute vu des choses intéressantes, qu'il pourrait mettre en place face à ce PSG orphelin de ses stars offensives. Le plan de jeu était simple : presser très haut, très fort et de manière intense. Dès les premières minutes, les Parisiens ont été

acculés dans leur partie de terrain. L'OM avait déjà prévenu après une frappe de Gouiri (3e). C'est finalement sur un centre flottant de Greenwood qu'Aguerd a ouvert le score pour les Marseillais, bien aidés par la mauvaise sortie de Chevalier et la mauvaise couverture de Marquinhos.

L'OM n'a pas changé de plan

Secoués, les Parisiens l'ont été, assurément. Dans un Vélodrome devenu complètement dingue, le PSG s'est quand même offert des occasions, grâce à Hakimi (12e) puis Vitinha (16e), mais pas assez tranchantes pour véritablement inquiéter les Marseillais. Ces derniers se sont montrés bien plus dangereux offensivement, même en menant au score. Gouiri a touché la barre (25e), puis ils ont même doublé la mise grâce à Emerson (27e), avant que ce dernier ne soit finalement signalé hors-jeu. Les Parisiens ont continué de déstabiliser la défense marseillaise grâce notamment à Kvaratskhelia ou Ramos, assez actif aux avant-postes, mais sans réussite, encore.

Au retour des vestiaires, l'OM est resté sur les mêmes bases, avec les mêmes principes : rester offensif et continuer de jouer haut, en empêchant le PSG de relancer correctement. Même si ces derniers ont été en deçà offensivement, les Parisiens ont particulièrement été gênés par cette défense à cinq marseillaise, emmenée par un Nayef Aguerd de gala, auteur de très bonnes interventions devant les offensifs



parisiens (60e, 63e).

Entré à la place de Paixão, inexistant ce soir, Aubameyang a lui été bien plus intéressant offensivement. Avec de bons appels dans le dos des défenseurs parisiens, le Gabonais a même failli récupérer la balle dans les pieds de Chevalier (69e). Greenwood n'était pas loin de doubler la mise lui non plus (80e), mais le gardien parisien s'est, cette fois, bien interposé

dans les pieds de l'attaquant anglais. Situation similaire à la 90+2, mais, cette fois encore, c'est Chevalier qui est sorti vainqueur du duel. Jusqu'au bout, les Marseillais ont été offensifs, sans jamais se résoudre à uniquement défendre.

L'OM remporte son premier Classique à domicile en Ligue depuis novembre 2011. Le PSG lâche la tête du classement aux dépens de l'AS Monaco.



PREMIER LEAGUE

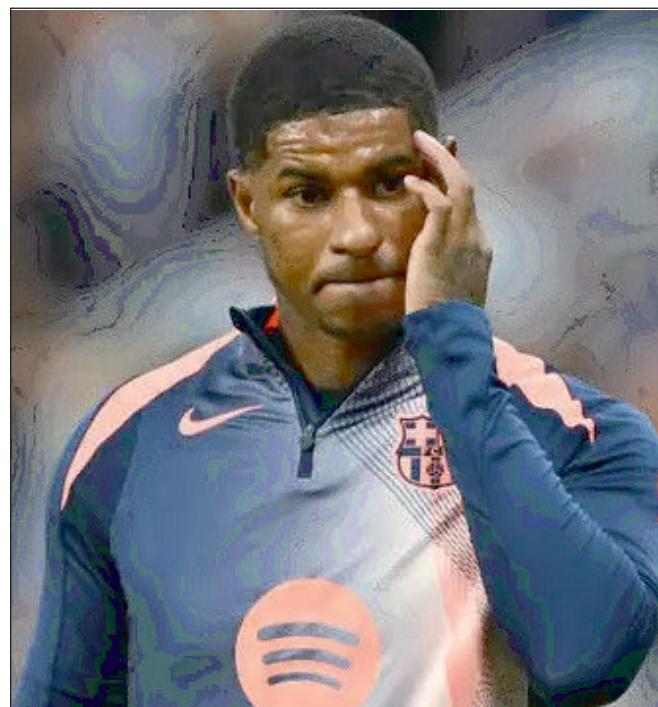
Noni Madueke (Arsenal) se blesse au genou, il sera absent plusieurs mois

Remplacé à la mi-temps contre Manchester City (1-1), dimanche en Premier League, Noni Madueke sera absent pour les deux prochains mois, à la suite d'une blessure au genou, rapporte The Athletic. « Il a eu un problème très tôt dans le match et il n'était pas en état de continuer », indiquait déjà son entraîneur Mikel Arteta, après la rencontre à l'Emirates Stadium.

Les examens médicaux effectués lundi ont néanmoins écarté toute hypothèse d'une blessure aux ligaments croisés pour l'ancien joueur de Chelsea. Sauf surprise, Madueke ratera les deux prochains rassemblements internationaux avec l'Angleterre. Le forfait de l'ailier de 23 ans s'ajoute à ceux de Gabriel Jesus, Kai Havertz et Martin Ødegaard en attaque côté Gunners.

BARCELONE

Des sanctions contre Rashford pour son retard à l'entraînement



Lors de sa présentation au Barça, Marcus Rashford n'avait qu'un mot à la bouche : discipline. Un mois plus tard, le mot semble déjà oublié.

Il semblait pourtant avoir compris. Il disait être prêt pour ce nouveau défi, avoir laissé ses démons derrière lui. « C'est une chose de se dire motivé, mais ce sont des choses qui peuvent changer au quotidien », avait-il déclaré. « Mais la vraie chose que je veux ramener dans ma vie, pas seulement dans le sport, c'est la discipline. La discipline, c'est ce qui reste, que vous vous levez un matin sans en avoir envie ou non. C'est ce qui vous fait avancer ».

Pourtant, un mois à peine après son arrivée en prêt au Barça, Marcus Rashford a déjà fait preuve d'un manque de discipline, en arrivant en retard à une réunion d'équipe. Deux petites minutes de retard, certes. Mais cette infraction lui a coûté sa place de titulaire contre Getafe, ruinant l'occasion de confirmer après sa performance exceptionnelle contre Newcastle.

Si Marcus Rashford ne fait pas attention, il risque de gâcher l'incroyable opportunité qui lui a été offerte de relancer sa carrière dans l'un des plus grands clubs du monde. Les vieilles habitudes ont la vie dure.

Les gros titres, encore et toujours

Quand les supporters de Manchester United ont lu le titre "Marcus Rashford écarté pour un retard", ils ont dû esquisser un sourire ironique. Car ces deux dernières saisons, ils se sont lassés des problèmes d'attitude de leur attaquant.

Même lors de sa meilleure saison en 2022-2023, il était arrivé en retard à une réunion d'équipe avant un match contre les Wolves. Il avait été mis sur le banc, avant d'entrer en jeu et de marquer le but de la victoire.

Cette saison-là, où il avait inscrit 30 buts, il l'avait préparée par un stage intensif au siège de Nike. Mais après avoir prouvé qu'il pouvait être l'un des meilleurs du monde et avoir signé l'un des contrats les plus lucratifs de l'histoire du club, il s'est de nouveau reposé sur ses lauriers.

Il a fait les gros titres pour ses fêtes à Miami à l'été 2023. Mais c'est surtout son attitude à la reprise qui a inquiété. Il n'avait plus la même explosivité, ni la même envie. Il a continué à faire parler de lui pour les mauvaises raisons, en sortant en boîte de nuit après une défaite dans le derby. La goutte d'eau fut cette virée nocturne de deux jours à Belfast en janvier, où il a menti au club. Un épisode qui a provoqué la colère justifiée des supporters et de ses coéquipiers.

Ousmane Dembélé (PSG) sacré Ballon d'Or

Si on vous avait dit ça il y a un an, vous n'y auriez pas cru. Et pourtant, Ousmane Dembélé a remporté le Ballon d'Or. Le sacre du Parisien a quelque chose de rafraîchissant, par la personnalité de l'élu. Par, également, la morale de cette histoire : le plus prestigieux des trophées individuels est redevenu une affaire collective et il récompense le joueur de la saison. Pas la star de l'année.

Lundi soir, sur la scène du théâtre du Châtelet, Ousmane Dembélé a fini par dire ce qu'on savait déjà, sans qu'il ne se soit jamais prononcé sur la question auparavant. A savoir : ses cannes filiformes ont déroulé du kilomètre depuis le début de sa carrière, mais jamais pour courir derrière le Ballon d'Or. Ballon d'Or qui a longtemps semblé destiné aux autres, programmés pour être à sa place. Ou, tout au moins, pensent l'être. Une nuance qui fait fréquemment la différence au crépuscule de carrières plus ou moins accomplies.

Au contraire de bon nombre de ses contemporains, le Parisien est donc entré dans la légende du football presque malgré lui. Parce que si certains avaient vu en l'Ébroïcien un potentiel Ballon d'Or alors qu'il commençait à briser des reins sur les terrains de Ligue 1, lui n'a jamais rien revendiqué. Et, finalement, la hype qui accompagnait son éclosion rennaise s'était rapidement consumée, alors qu'il enchaînait blessures, maladresses et que ses exploits intermittents ne suffisaient pas à nouer les langues venimeuses qui laissaient entendre que son ambidextrie était plus une malédiction qu'un don.

Et puis, l'intéressé a mûri, s'est pris en main. Transformation, travail invisible, retour en France, au PSG. Passage dans l'axe. Vous connaissez l'histoire. Jusqu'à être couronné Ballon d'Or, au terme d'une année insensée. Qui aurait imaginé ça il y a un an ? Personne. Une citation dans les 30 aurait déjà ressemblé à un immense succès, alors qu'il n'y était jamais apparu. Dans l'histoire du football français, il est, après Jean-Pierre Papin, le plus inattendu des Ballons d'Or. Parce qu'il lui a fallu passer par quelques chemins de traverse quand d'autres ont rapidement tutoyé les sommets ou étaient programmés pour y planter leur drapeau.

Le meilleur de la saison, pas du monde

Ce Ballon d'Or made in Dembélé, comme celui de Rodriguez l'an dernier plus encore, marque un tournant dans l'histoire récente de la récompense. Et même un retour aux sources. Le concours de beauté est terminé. Le "à toi, à moi" entre Lionel Messi et Cristiano Ronaldo, c'est terminé. Le Ballon d'Or récompense à nouveau le meilleur joueur de la saison. Comme ce fut globalement le cas jusqu'à la fusion ratée avec la FIFA, en 2010. Il suffit de se pencher sur le palmarès, avant et après, pour s'en convaincre.

Ce n'est pas faire injure à Ousmane Dembélé de dire qu'il n'est pas le meilleur joueur du monde, mais celui de l'exercice écoulé. Le principal intéressé ne dirait pas le contraire. Ce qui n'est pas moins remarquable. Tout comme il est remarquable de souligner qu'il répond à tous les critères pour aller décrocher une récompense qui n'aurait pas fait tache non plus sur la cheminée d'Achraf Hakimi. Performance individuelle, performance collective et fair play



: le numéro 10 du PSG a coché toutes les cases. Et, ainsi, remis l'importance du collectif au cœur des débats.

Le seul à ne pas l'avoir compris s'appelle Mounir Nasraoui, il n'est autre que le père du dauphin du joueur du Paris Saint-Germain, le jeune Lamine Yamal. Dans une émission qui n'est pas réputée pour apprécier la nuance - El Chiringuito -, il a eu cette saillie caricaturale, teintée d'agressivité et d'une once de complotisme pour couronner le tout : "Je ne dirais pas que c'est un vol mais il y a un préjudice moral à un être humain. Je crois que Lamine Yamal est le meilleur joueur du monde. De loin et de très loin. Pas parce que c'est mon fils mais parce que c'est le meilleur joueur du monde, il n'a pas de rival. C'est Lamine Yamal. Il s'est passé quelque chose de très étrange ici."

Ousmane Dembélé a, sans le vouloir, ringardisé ce discours. Et c'est tant mieux. Le football ne s'en porte pas plus mal. Le Ballon d'Or également.

Aitana Bonmati (Espagne) obtient le Ballon d'or féminin pour la troisième fois

Cheffe d'orchestre du FC Barcelone et de la sélection espagnole, Aitana Bonmati a remporté le Ballon d'Or pour la troisième fois d'affilée, ce lundi. Un record à la dimension du talent de la milieu de 27 ans.

Tandis que sa coéquipière au Barça et en équipe d'Espagne Alexia Putellas était devenue la première joueuse à remporter deux fois le Ballon d'Or (2021 et 2022) avant que sa moisson ne soit stoppée par une grave blessure, Aitana Bonmati est désormais seule au sommet de la hiérarchie du football féminin.

Après avoir été sacrée en 2023 et 2024, la meneuse de jeu de 27 ans a remporté un troisième Ballon d'Or de rang ce lundi au théâtre du Châtelet ! Seuls deux joueurs ont réussi un pareil triplé chez les hommes, Platini (1983-1984-1985) et Lionel Messi (quatre de suite entre 2009 et 2012). Comble du bonheur : le prestigieux trophée lui a été cette fois remis par Andrés Iniesta, son idole.

Élue meilleure joueuse de l'Euro 2025

Désignée meilleure joueuse de la campagne 2024-2025 de Ligue des champions par l'UEFA (4 buts et 5 passes décisives), qui l'a ensuite élue meilleure joueuse de l'Euro 2025, Bonmati reste la meilleure joueuse de la planète, même si son palmarès n'a pas été aussi garni qu'elle pouvait l'espérer lors du dernier exercice.

Si elle a encore tout raflé sur le plan national avec Barcelone, elle a perdu la finale de C1 avec le Barça face à Arsenal (0-1, le 24 mai) puis celle de l'Euro avec l'Espagne contre l'Angleterre (1-1, 1-3 aux t.a.b.). Mais la meneuse de jeu a malgré tout marqué ces compétitions de son empreinte, comme lors de son but fabuleux en demi-finales de l'Euro contre l'Allemagne (1-0 a.p.), alors qu'elle avait dû se remettre d'une méningite juste avant le début du tournoi.

Les jurés ont privilégié sa classe plutôt que le doublé Ligue des champions - Euro de l'Anglaise d'Arsenal Alessia



Russo par exemple. Sa compatriote espagnole des Gunners, Mariona Caldentey, est également sur le podium.

Luis Enrique élu meilleur entraîneur

Vainqueur de la Ligue des champions à la tête d'une équipe impressionnante, l'entraîneur du PSG Luis Enrique a remporté le trophée Johan Cruyff lors de la cérémonie du Ballon d'Or 2025.

Qui d'autre que lui pouvait recevoir le prix Johan Cruyff récompensant le meilleur entraîneur de la saison ? Luis Enrique a mené le PSG au premier sacre en Ligue des champions de son histoire, sans négliger l'ordinaire, le Championnat, la Coupe de France et le trophée des champions.

Au bout d'une saison à rallonge, il ne lui a manqué que la Coupe du monde des clubs (finale perdue contre Chelsea) pour faire le plein de trophées. Sous ses ordres, le club de la capitale a débuté la nouvelle saison sur les mêmes bases avec la Supercoupe d'Europe remportée face à Tottenham.

Les résultats et la manière

Au moins autant que les résultats, c'est



la manière dont ils ont été obtenus avec un style de jeu très identifiable, un pressing tout terrain, et une possession de balle à outrance qui est absolument remarquable. Il a su poser sa patte sur cet effectif, dépourvu de stars, pour en faire une machine à gagner. Avec lui, tout le monde est logé à la même enseigne, y compris Ousmane Dembélé écarté lors du match de poule de Ligue des champions face à Arsenal. L'équipe, rien que l'équipe, et personne au-dessus.

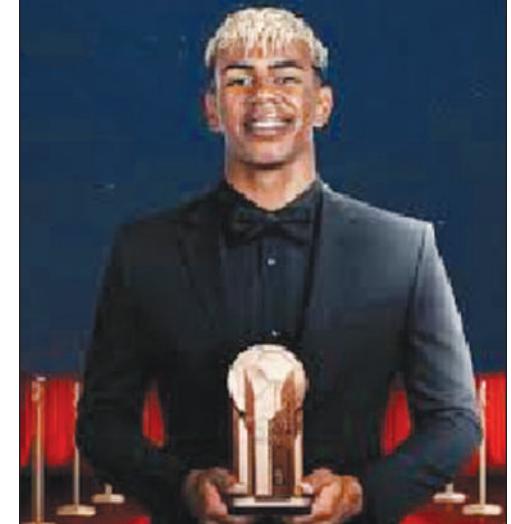
Yamal (Barcelone) sacré meilleur jeune

Le prodige du FC Barcelone Lamine Yamal a remporté le trophée Kopa, récompensant le meilleur jeune.

Lamine Yamal a remporté ce lundi soir le deuxième trophée Kopa, qui récompense le meilleur joueur de moins de 21 ans. Et ce n'est évidemment pas une surprise pour le prodige barcelonais, qui faisait déjà partie des favoris pour concurrencer les « grands » pour le Ballon d'Or.

Dans la foulée de l'Euro 2024 remporté par la Roja, le joueur de dix-huit ans a réalisé une saison de haute volée, même si elle a d'abord été éclipsée par celle, phénoménale d'un point de vue comptable, de son partenaire en club Raphinha. Mais il a signé des performances qui ont marqué la planète, à l'image de sa demi-finale aller de Ligue des champions contre l'Inter Milan, au printemps. Il a aussi été largement efficace dans les Clasicos, avec trois buts et deux passes en quatre rencontres, toutes compétitions confondues.

L'année a été riche d'un point de vue collectif, également, avec le titre en Liga, en Coupe du Roi et en Supercoupe d'Espagne.



Il s'en est fallu de très peu pour que le club catalan atteigne la finale de la Ligue des champions.

Yamal devance notamment deux joueurs français, le Parisien Désiré Doué et le Lillois Ayyoub Bouaddi. Mais aussi le milieu de terrain du PSG João Neves.

meilleur club féminin de l'année lors de la cérémonie du Ballon d'Or. Les Gunners succèdent ainsi aux Barcelonaises, lauréates en 2024 après un quadruplé historique (C1 et triplé national).

Moins prolifiques que les Catalanes l'an passé, les Anglaises n'ont soulevé « qu'un seul » trophée cette saison, et laissé le

Championnat à Chelsea. Mais il s'agit du plus prestigieux : la Ligue des champions. Vainqueurs de l'OL en demi-finales, elles ont ensuite dominé Barcelone en finale (1-0), privant les Blaugranas d'un troisième sacre consécutif et s'offrant, par la même occasion, la distinction mondiale.

Arsenal remporte le trophée de meilleur club féminin

Vainqueur de la Ligue des champions face au FC Barcelone, Arsenal a remporté, au Théâtre du Châtelet, le trophée du club féminin de l'année.

Sacré en Ligue des champions face au FC Barcelone, Arsenal, entraîné par la Néerlandaise Renée Slegers, a été élu